

Morgue ou ée

Certains responsables Sud-Kivu contaminés par l'oubli, ignorent la situation de l'hôpital d'Uvira qui n'a plus d'eau depuis 1985. Les malades, doivent malgré leur état, descendre puiser leur eau au lac Tanganika. Pendant ce temps, les Tibs et autre "adhépitaux" ont cédé la morgue de l'hôpital au petit bétail en pleine divagation.

Eboulement adutu

Les dernières pluies ont frappé durement à Kadutu. Où l'un des deux esciers conduisant vers le grand marché Maman MObi s'est effondré rendant désormais tout passage problématique. Etant donné le danger que cette situation crée aux habitants des environs, il serait grand temps que les T.P. interviennent. Cela ne rentre-t-il pas dans leurs attributions normales ?

Qui accuse qui ?

L'affaire des constructions anarchiques, on ne finira jamais d'en parler. La dernière ? C'est le Conseil de zone Banda qui, réuni en session mensuelle, a accé les services de l'Environnement et des Titres fonciers. Le premier pour autoriser l'abattage sauvage des arbres et le second pour distribuer anarchiquement les parcelles à Bukavu.

Dès lors, qui accuse quand l'on sait que plusieurs autorisations bâtir sont délivrées en bonne et due forme par la comzone lui-même ?

Une brique pour Goma...

Tout habitant de Goma, être compris, se doit d'apporter une brique à l'édification de gîtes pour les fonctionnaires errants.

Ouvrant le ban, Zaïre-Go a libellé un chèque de 10.000 Z. Et la sé doit continuer pendant que la petite gent s'interroge.

Pour dire vrai, il faut commencer par rectifier les infrastructures existantes, freiner les détournements et indiquer le rançonnement des sans-voix. D'innombrables chefs de quartiers exigeraient déjà 48. en lieu et place d'un bloc ciment...

Des élus bîns...

Croyant avoir bien fait en démissionnant de la commission de contrôle des constructions anarchiques, certains élus de la ville perdent leur crédibilité auprès de leurs électeurs qui les traitent de... bidons.

Au fait, à quoi servent-ils, sinon à cautionner l'anarchie ? Et de dander de qui proviendra l'ordre. La réponse est indispensable plutôt que commencer à menacer le journaliste qui a vécu l'événement...

Decongestionner les frontières

Les voyageurs qui ont l'habitude de fréquenter l'axe Bukavu-Uvira et vice-versa en ont marre. Que perdent-ils du temps en contrôles et tracasseries par des services qui semblent outrepasser leur mission.

Faut-il en effet débarquer moult fois de son bus et passer 3 heures à Manyola et 2 à la Ruzizi (I ou II) pour être conscients de la mission des services d'immigration, brigade anti-fraude et autres ? Un décongestionnement rapide s'impose. Pas vrai ?

En mémoire de Galifisi

Un chauffeur résidant à Bagira a dernièrement succombé alors qu'il regagnait son domicile. Abattu froidement par des hommes en uniforme qui, semble-t-il, patrouillaient dans les rues pour garantir la sécurité des personnes et des biens.

La question que l'on se pose là-bas est de savoir le sort réservé à ces énergumènes qui ne sont pas à leur premier fait. On attend toujours à ce propos le résultat des investigations de l'Auditorat.

Lettre à nos commissaires du peuple

Bien cher ami JUA, J'ai beaucoup apprécié votre éditorial du numéro 272 du 6 au 12 avril 1985 intitulé; "Le rendez-vous de GBADOLITE". Certes, c'est pour moi la toute première fois de vous écrire et suis motivé par le contenu de votre premier paragraphe de la page 2 de cet éditorial auquel je me permets de consacrer un bref commentaire:

a) Les efforts de notre Guide de la Révolution zaïroise pour le développement de notre grand pays, le Zaïre, sont très louables.

b) Mais il se fait que ces efforts sont anéantis par les représentants politiques du peuple à tous les niveaux. Pour moi, l'hypocrisie est utilisée pour tromper le Guide.

Au lieu de s'occuper des problèmes du peuple comme ils l'ont toujours promis lors des campagnes électorales, les commissaires du peuple axent leurs efforts en faveur des chefs de collectivités de leur ressort dont ils sont les parapluies. Donc des hors-la-loi.

Les commissaires du peuple protègent ces chefs des collectivités même dans leurs bêtises.

Que se passe-t-il en effet dans des collectivités devenues des entités décentralisées ?

Les conflits de pouvoir battent leur plein, car ceux qui sont au trône sont loin d'être des ayants-droit: ils sont tout simplement des régents quasiment éternels. Ainsi, ils utilisent l'argent de la caisse de la collectivité pour se confirmer définitivement chefs. Contrairement à la coutume ! "Lorsque les riches se font la guerre, dit-on, ce sont les pauvres qui en meurent". Lorsque donc ces régents font la guerre aux ayants-droit longtemps foulés aux pieds, ce sont les vassaux qui en souffrent. L'argent est dilapidé pour se faire soutenir par l'autorité hiérarchique qui assiste, impuissante, à la déchéance de la collectivité.

Et nos commissaires du peuple ne disent rien pour ne pas perdre leurs voix électorales de 1987. Vous me poserez la question de savoir ce qu'il faudra faire, n'est-ce pas, citoyen JUA ? Voici mes suggestions :

1° Faire une nouvelle enquête coutumière en considérant l'arbre généalogique des BAMI.

2° Remettre les vrais chefs coutumiers ayant leurs couronnes traditionnelles.

3° Mettre en retraite et écarter tous les chefs "fatigués" ou n'ayant pas réalisé de projets de développement pour le bien-être de leurs populations.

4° Tout chef de collectivité devrait régner pour un mandat de 5 ans renouvelables s'il est apprécié par ses chefs hiérarchiques pour son savoir-faire. C'est ainsi qu'un contrôle périodique des projets de développement réalisés par ces chefs devrait être mis sur pied et effectué par un service spécialisé non corruptible.

Il est urgent de sauver cette population qui ne fait que sombrer dans la misère entretenue par ces soi-disant chefs de collectivités.

Votre lecteur
O.M.

Ndlr :

Votre lettre montre assez bien vos préoccupations nées des troubles de succession que connaissent ces jours nos collectivités-cheferies. Cependant, sachez bien que la coutume est contraignante et qu'il n'est pas question de mandat dans cette histoire de chef de collectivité-cheferie. Alors faut-il s'en prendre aux coutumes ?

Poème

Un lion abattu à Bagira

Lion ou voleur
La fin est la même.
Blessé, le lion est méchant
Blessé, le voleur est Nazi.

Chasseur attaque,
Lion se défend.
Mieux population s'organise.
Plus voleur s'inquiète, certes.

Menacé, chasseur est prudent.
Menacé, peuple s'affole.
Au voleur le butin.
A nous la pierre.

Abattre un voleur,
Équivaut à une nuit paisible.
En abattre deux,
Équivaut à vingt nuits paisibles.

Bagira, double abattoir,
Peuple, double vigilance.
Pas besoin de Parquet,
Ici bas se paie Tout.

Aux bourreaux des voleurs,
Donnons un verre de Kasiksi.
Aux voleurs sans peur,
Garantissons une coupe de sang.

Derrière les voleurs,
Bagira, Enyanya.
Bagira, Kashokola,
Corrigeons les égarés.

Amen !

Bha-Avira
Bukavu.

CENTRE DE FORMATION, CORPS DE LA PAIX DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE U.S. PEACE CORPS TRAINING CENTER

COMMUNIQUE

Le Corps de la Paix recrute des Formateurs pour l'enseignement du français, Lingala, Swahili, Ciluba, Kikongo, Otetela et Kintandu. Pour tout candidat, il faut remplir les conditions suivantes :

1° Posséder au minimum le diplôme de graduat en enseignement ou celui des humanités avec cinq ans d'expérience dans l'enseignement ou être en 2ème année de graduat.

2° Maîtriser parfaitement le Français et une des langues zaïroises précitées, et être capable de les enseigner.

3° Déposer une demande de participation à une formation de deux semaines au plus tard le 15 décembre, au secrétariat du bureau du Corps de la Paix ou l'envoyer à cette adresse :

B.P. 1611 BUKAVU

4° Participer aux interviews qui auront lieu pendant les vacances de Noël.